

# Santé • Ensemble



La lettre d'information de la santé publique en Île-de-France ► 3 juillet 2025 | #

## EDITO

*En cette fin d'année scolaire, il faut saluer le travail de toutes les équipes qui se sont engagées pour la vaccination des collégiennes et des collégiens. Si leur énergie est inlassable, la lassitude s'exprime parfois, car les résultats ne sont pas à la hauteur de l'engagement collectif. Alors il est bon de le rappeler pour dissiper les doutes : un schéma vaccinal complété, c'est potentiellement un cancer évité, et donc potentiellement une vie sauvée.*

*Comme avec la variole hier, aujourd'hui l'éradication du cancer du col de l'utérus est à notre portée : on ne lâche rien ! Et parce que la santé des seniors est aussi importante que celle des collégiennes et des collégiens, n'oublions pas la vaccination contre le Covid-19. Le virus continue d'évoluer et de circuler, même en été, et c'est une saleté qui s'attaque aux plus fragiles. Alors protégeons-nous et protégeons-les !*

**Jean Fabre Mons**

Directeur adjoint de la Santé publique

## LE THÈME DE LA SEMAINE

### ● Retour sur la campagne de vaccination HPV de cette année ! ●

► La vaccination contre les papillomavirus humains (HPV) est recommandée depuis plusieurs années pour les filles et les garçons. Depuis la rentrée scolaire 2023, elle est proposée gratuitement aux collégiens de 5<sup>e</sup> pour prévenir des infections responsables de nombreux cancers.

**Chaque année, plus de 6 000 cancers liés aux HPV pourraient être évités en France grâce à la vaccination.**

En Île-de-France, la campagne de vaccination menée de concert avec l'Éducation Nationale facilite l'accès à la vaccination dans les collèges publics et privés, en partenariat avec les collectivités territoriales et les centres de vaccination. Lors de la première campagne 2023-2024, plus de 20 000 élèves ont reçu au moins une dose, et 80 % d'entre eux ont ensuite complété leur schéma vaccinal avec une 2<sup>de</sup> injection au collège. Malgré ces progrès, des disparités subsistent selon les départements, avec des taux de vaccination variant de 9 % à 20 %, ce qui souligne la nécessité d'intensifier le travail d'aller-vers dans les zones moins couvertes et auprès des familles les moins sensibilisées. Si c'est en Seine-Saint-Denis que la marge de progression est la plus forte, c'est dans l'ensemble des collèges de la région que nous pouvons maximiser l'impact de la campagne.

**Alors avant le début de la nouvelle campagne, quels sont les moyens dont nous disposons pour renforcer la sensibilisation et améliorer les connaissances des jeunes et de leurs familles autour des questions vaccinales et sur les vaccins contre les HPV ?**

Retrouvez le mini-site dédié à la vaccination du HPV : <https://vaccination-hpv-iledefrance.fr/>

UNE COUVERTURE VACCINALE DE

**85 %**



EN  
**FRANCE**  
PERMETTRAIT  
DE RÉDUIRE

D' 1/3  
LES CANCERS  
DU COL DE  
L'UTÉRUS.

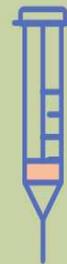


ADRESSEZ-VOUS A

- UN **MÉDECIN**
- UN **PHARMACIEN**
- UNE **SAGE-FEMME**
- UN **INFIRMIER**
- UN **SERVICE DE VACCINATION**  
municipal ou départemental.  
(Renseignez-vous auprès de  
votre mairie ou de votre conseil  
départemental).

DEPUIS LA RENTRÉE SCOLAIRE 2023,  
LA VACCINATION CONTRE LES HPV  
EST PROPOSÉE GRATUITEMENT  
**AU COLLÈGE, AUX ÉLÈVES DE 5<sup>e</sup>,**  
AVEC L'AUTORISATION DE LEURS PARENTS.

**AUJOURD'HUI**  
LA VACCINATION  
CONTRE LES HPV  
PRÉVIENT



JUSQU'À **90%**  
DES INFECTIONS À HPV  
À L'ORIGINE DES CANCERS.

Retrouvez tous les éléments de communication réalisés par l'INCA (l'Institut National Contre le Cancer) ici :  
<https://vaccination-hpv.e-cancer.fr/chapitre-1/>

## Ils racontent

En février dernier, nous interrogeons Johana Castrique de la CPAM 94, qui nous informait du travail mené par l'Assurance Maladie pour augmenter et sensibiliser à la vaccination HPV.

### « Des appels ciblés pour sensibiliser à la vaccination HPV dans le Val-de-Marne »

Johana CASTRIQUE - Directrice de la Relation Client, de l'Accès aux Droits et de la Promotion de la Santé à la CPAM 94



Val-de-Marne

#### \*Que fait la CPAM du 94 sur la vaccination HPV ?

« Depuis plusieurs années, l'Assurance Maladie du Val-de-Marne a mis en place des actions de proximité pour améliorer l'accès aux droits et aux soins, dans une démarche qui s'est amplifiée depuis le Covid.

Nous avons pour ce faire des échanges très réguliers avec la délégation ARS du 94 avec laquelle nous échangeons sur des sujets partagés, notamment la vaccination HPV. Les résultats de la campagne de vaccination en milieu scolaire dans le Val-de-Marne ne sont pas satisfaisant, le département étant classé avant-dernier parmi les départements franciliens en termes de couverture vaccinale. Nous avons l'habitude de réaliser des appels sortants pour des actions de sensibilisation, comme pour la promotion des dépistages organisés des cancers. Nous avons donc décidé d'utiliser cette expérience pour la campagne de vaccination contre le HPV.

Le dispositif a été testé pour la première fois à Valenton, sur deux collèges, pendant une semaine, avec 5 jours d'appels. Les résultats montrent une progression modeste, passant de 8% à 24%, mais cette action a tout de même permis de multiplier par trois le nombre d'autorisations parentales pour la vaccination HPV.

Étant donné le grand nombre de personnes à contacter, nous avons donc recentré sur les populations les plus vulnérables avec des taux de vaccination les plus faibles, et dans les villes sous CLS (contrat local de santé) avec un IDH 2 faible. »

#### L'enjeu, pour l'Assurance maladie, est de s'inscrire dans une approche de réduction des inégalités de santé.

Ce qui signifie concrètement que nous ciblons prioritairement les populations qui sont habituellement moins réceptives aux messages de prévention et ou qui ne vont pas nécessairement faire vacciner leurs enfants via la médecine de ville.

#### L'objectif pour nous était d'éviter l'amplification des inégalités sociales en santé.

Nous avons donc ciblé les communes avec un IDH 2 faible pour pouvoir procéder à ces appels de sensibilisation à la vaccination. »

### \*Quelle a été la méthodologie et les étapes de ce ciblage ?

« L'étape préalable était d'identifier les communes et les établissements à cibler. Nous avons choisi un certain nombre d'indicateurs.

Tout d'abord les taux de vaccination de la campagne précédente, qui étaient faibles et ce, quelle que soit la commune. Puis nous avons recoupé ces chiffres avec le nombre de vaccins achetés en ville pour voir s'il n'y avait pas un transfert de la vaccination du milieu scolaire vers la médecine de ville.

Ensuite, nous avons ciblé les communes avec l'indice de précarité socio-économique, en reprenant les données INSEE et les villes sous contrat local en santé (CLS), pour finir par cibler les collèges et enfin nos assurés.

La complication réside dans le fait que l'entrée principale à l'Assurance Maladie concerne nos assurés, tandis que les personnes éligibles à la vaccination en milieu scolaire sont des ayants-droit.»

*Les assurés sont les personnes affiliées à l'Assurance Maladie, telles que les travailleurs salariés, les travailleurs indépendants (artisans, commerçants, etc.), et d'autres affiliés à différents régimes. Les ayants-droit, quant à eux, désignent les personnes rattachées à un assuré, jusqu'à ce qu'elles deviennent autonomes.*



« Nous pouvons pour cela interroger nos bases de données. Ainsi, nous avons commencé par identifier tous les assurés résidant dans les villes ciblées, ayant un ayant-droit en âge de se faire vacciner en milieu scolaire. Nous avons ensuite croisé ces informations avec la carte scolaire afin de nous assurer que la ville où résident l'assuré et l'ayant-droit figure bien parmi les établissements ciblés pour la vaccination.

Nous disposons déjà d'un groupe d'agents réalisant des appels sortants, une pratique qui dure depuis environ 10 ans grâce à nos éducateurs en santé. Nous avons également testé une plateforme locale avec des agents recrutés spécifiquement pour ces appels, formés par le CRIPS et la DT ARS 94 afin d'être bien préparés, et sécurisés sur les éléments de langage en étant capables de répondre aux questions éventuelles des personnes contactées. Une fois les appels sortants réalisés, nous effectuons un suivi statistique en temps réel via un tableau de bord. Ce dernier permet d'identifier les raisons pour lesquelles certains parents choisissent de ne pas faire vacciner leurs enfants, ce qui nous permet d'ajuster nos éléments de langage en fonction des retours. »

### \*Et quels sont les retours que vous avez eus ?

« Sur le volet qualitatif, les parents sont souvent surpris par la démarche, mais une fois cet effet de surprise passé, ils sont satisfaits d'avoir un moment d'échange pour poser leurs questions sur la vaccination contre le papillomavirus (HPV).

Cette vaccination étant peu connue et entourée d'idées reçues, de nombreuses questions portent sur ses effets et ses bénéfices. Par ailleurs, certains parents, déjà sensibilisés, nous indiquent qu'ils sont d'accord avec leur médecin traitant pour la vaccination.

En termes quantitatifs, nous avons déjà contacté 4060 parents. Parmi ceux que nous avons pu joindre, 60 à 70 % ont exprimé leur intérêt et leur volonté de faire vacciner leurs enfants. Cependant, il reste à vérifier si ces intentions se traduisent effectivement par des vaccinations. Nous suivons donc activement l'évolution du nombre d'autorisations parentales. À la fin de la campagne, nous réaliserons une étude d'impact pour mesurer le nombre de vaccins effectivement administrés. »

### \*Avez-vous rencontré des obstacles ?

« Les appels sortants ont permis de mettre en lumière plusieurs points déjà connus. Tout d'abord, il existe un frein important lié à la perception des HPV comme un problème uniquement féminin, alors que les hommes sont également porteurs du virus. Cette idée que la vaccination ne concerne que les jeunes filles constitue un premier obstacle. Le deuxième frein est d'ordre économique et social.

**La vaccination contre les HPV met en lumière les inégalités sociales en santé, car les personnes en situation de précarité, comme celles bénéficiant de la C2S (Complémentaire Santé Solidaire), et/ou allophones, sont souvent moins vaccinées que les autres. Ces personnes sont par ailleurs généralement moins réceptives aux canaux de communication classiques.**

Le dernier obstacle réside dans les nombreuses idées reçues et interrogations concernant le HPV et son efficacité, ce qui nécessite un réel travail pour dissiper ces fausses croyances. »

### \*Identifiez-vous des leviers ?

« Concernant les leviers pour améliorer la situation, la réussite de la vaccination repose en grande partie sur une meilleure coordination des acteurs. Dans le Val-de-Marne, par exemple, un comité départemental réunit les acteurs de la prévention (DT ARS94, CPAM, Conseil départemental, etc.), ce qui représente un levier pour optimiser la vaccination et d'autres actions de prévention.

Un autre levier est la segmentation de la communication. Beaucoup d'assurés ne sont pas réceptifs à la communication générale, soit en raison de la barrière linguistique, soit parce que le message n'est pas adapté à leur situation. La segmentation des publics et une communication ciblée représentent des leviers efficaces pour toucher ces populations.

Nous sommes en train par ailleurs en train d'expérimenter d'autres modes de communication comme la communication digitale pour pousser des messages de communication en fonction des profils.

Cela peut être utile pour sensibiliser les parents, et les enfants sur l'utilité de la vaccination.

Aussi dans le Val de Marne, nous avons par ailleurs déployé des focus groupe et des enquêtes pour aller directement donner la parole aux assurés, en cherchant à connaître les réticences à faire les dépistages organisés des cancers, ou la vaccination, et adapter ensuite notre communication. » ■

## ACTUALITES

### Covid : Une campagne de renouvellement vaccinal pour les plus âgés et les plus vulnérables

**Depuis le 14 avril 2025, les personnes les plus à risque de formes graves de Covid-19 sont invitées à recevoir une dose supplémentaire de vaccin.**

**La protection contre le Covid-19 diminue avec le temps, surtout chez les personnes fragiles, rendant la vaccination encore et toujours essentielle.**

Une nouvelle dose de vaccin permet de réduire le risque de formes graves, notamment face au nouveau variant NB.1.8.1, dont la circulation persiste même en été.

La vaccination complète les gestes barrières, qui restent indispensables pour se protéger et protéger les autres. Cette campagne concerne principalement les personnes âgées de 80 ans et plus, les immunodéprimés, les résidents en établissements, ainsi que leurs proches aidants, avec une vaccination facile d'accès et entièrement prise en charge. La campagne de vaccination est prolongée jusqu'au 30 juin 2025.

*Pour savoir où est-ce qu'il est possible de se faire vacciner, c'est ici :*

<https://www.sante.fr/recherche/trouver/%22vaccination%20covid%22%20OR%20m%C3%A9decin%20OR%20%22chirurgien-dentiste%22%20OR%20infirmier%20OR%20%22sage-femme%22/%C3%8Eile-de-France>

### Sur le terrain : une infirmière scolaire en première ligne sur la vaccination HPV

*À Parmain, dans le Val d'Oise (95), Virginie Vanpoeringhe, infirmière scolaire, partage son expérience et les défis rencontrés pour sensibiliser élèves et parents à cette démarche de santé publique.*

*Dans le collège de Parmain, Virginie Vanpoeringhe, infirmière scolaire, est aux avant-postes de cette campagne.*

*Forte de 14 ans d'expérience dans cet établissement, elle conjugue ses missions de prévention, de soin et de protection de l'enfance.*

► « Je suis là pour accompagner les élèves sur des sujets de santé variés : sommeil, hygiène, alimentation, harcèlement, ou encore éducation affective et sexuelle. La vaccination HPV s'inscrit dans ce cadre global de prévention, avec un objectif clair : réduire les risques à long terme pour les jeunes.

Afin de sensibiliser aux mieux les collégiens, nous avons collaboré avec le CRIPS-IDF pour organiser des séances ludiques d'information. Chaque classe a bénéficié de deux heures d'ateliers interactifs : une première heure dédiée à la vaccination et une seconde sous forme de jeux éducatifs comme un VRAI/FAUX et un jeu de société inspiré du loup-garou (retrouvez ici le témoignage du CRIPS Île-de-France).

### Mobiliser les parents : une étape essentielle mais complexe.

Dans mon établissement, les parents se montrent généralement réceptifs : la majorité des autorisations parentales sont bien remplies, et beaucoup ont déjà fait vacciner leurs enfants auprès de leur médecin généraliste. Mais je sais que ce n'est pas aussi simple partout. Par exemple, à Parmain nous travaillons avec les professeurs de Sciences de la Vie et de la Terre (SVT) pour intégrer le sujet de la vaccination dans leurs cours sur la santé et le consentement.

Certains collègues me racontent qu'ils rencontrent des difficultés avec des parents qui hésitent ou remplissent mal les formulaires. Parfois, c'est un problème de manque d'information, d'autres fois, ce sont des discours antivaccins qui influencent les familles, ou encore une réticence culturelle à aborder des sujets liés à la sexualité en classe de 5<sup>e</sup>. Beaucoup de ces réticences viennent, il me semble, d'une mauvaise compréhension du vaccin contre les HPV. Des parents peuvent l'associer à la sexualité, ce qui peut créer un blocage, surtout quand ils estiment que leurs enfants sont encore trop jeunes pour aborder ce sujet. Pourtant, il faut insister sur un point essentiel : ce vaccin est avant tout une protection contre le cancer.

Pour surmonter ces obstacles, il faudrait simplifier les démarches et renforcer la communication. Par exemple, des formulaires plus simples et plus faciles à remplir seraient une aide précieuse (retrouvez ici un kit de communication multilingue).

Un dispositif à perfectionner pour l'avenir

Si la campagne de cette année a été globalement réussie à Parmain, il faut identifier des axes d'amélioration. La sensibilisation aurait été plus efficace si elle avait eu lieu en début d'année, lors des réunions parents-professeurs. Malheureusement, je n'ai pas pu faire venir l'intervenante du CRIPS à ce moment-là.

Pour moi, il est aussi essentiel d'adopter une approche collective. Une campagne comme celle-ci ne peut pas reposer uniquement sur les infirmiers scolaires. Les enseignants, les chefs d'établissement et des acteurs extérieurs comme le CRIPS doivent s'impliquer activement pour garantir son succès. C'est en travaillant tous ensemble qu'on pourra faire la différence. » ■

© Agence régionale de santé Île-de-France



Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)